



Livres

Histoire

Fous, à la faim défunts

Dans les hôpitaux psychiatriques, pendant la guerre, 45 000 malades sont morts d'inanition, victimes de l'indifférence générale.

Par Eric FAVEREAU

QUOTIDIEN : jeudi 3 mai 2007

Isabelle von Bueltzingsloewen *L'Hécatombe des fous. La Famine dans les hôpitaux psychiatriques français sous l'Occupation* Aubier, 506 pp., 22 €

«*Quelle triste existence que je mène dans cet asile ! Aucune liberté et mal nourri, toute la cuisine est faite à l'eau, rien qu'à l'eau. C'est avec inquiétude que je songe à mon avenir*», écrit Joseph S. en août 1941 : il mourra de faim le 1er mai 1943, après quinze ans passés à l'hôpital psychiatrique. Une lettre parmi d'autres, comme il y en a tant dans le livre d'Isabelle von Bueltzingsloewen. En tout, ce sont près de 45 000 «internés» qui sont morts de faim dans les asiles psychiatriques pendant la guerre.

Une hécatombe ou une extermination ? Ce n'est pas jouer avec les mots que de poser la question, car depuis une vingtaine d'années, une ambiguïté volontaire demeurait. A l'image du livre, paru en 1987, d'un médecin psychiatre, Max Lafont. Un ouvrage qui fit grand bruit, au titre sans équivoque : *l'Extermination douce*. Un livre peu documenté, mais très convaincant. S'il reprenait ce que tout le milieu de la psychiatrie avait su à savoir les milliers de morts de faim pendant la guerre dans les immenses asiles psychiatriques de France l'auteur allait plus loin, suggérant qu'il y aurait eu comme une volonté délibérée, une «*intentionnalité*» de la part tant des autorités sanitaires que des autorités politiques pour arriver à ce sinistre résultat. En quelque sorte, la France aurait appliqué implicitement les théories eugénistes d'un Alexis Carrel, qui considérait les malades mentaux comme des êtres inutiles. Dix ans plus tard, un autre médecin psychiatre, encore plus catégorique dans son analyse, Patrick Lemoine, surenchérissait sur cette politique d'«*extermination*».

«*La communauté psychiatrique était gênée. Mal à l'aise, elle avait du mal à se situer, d'autant que l'on était en pleine politique de travail sur la mémoire*», raconte Isabelle von Bueltzingsloewen, historienne et membre du Laboratoire de recherche histoire Rhône-Alpes (LARHA). «*D'où le souhait d'enquêter plus profondément, plus systématiquement sur cet épisode*.» Le résultat est un livre passionnant, terrifiant aussi, et surtout documenté. Un livre qui ébrèche la thèse officielle. Pour l'historienne, il n'y a eu aucune politique déterminée ni concertée d'extermination, plutôt de l'indifférence face «à ces gens de rien», et partout en France un manque de soins et de vigilance devant des patients «*fragiles, bien plus démunis que d'autres*».

Premier constat : les autorités n'ont jamais cherché à cacher ce drame. Dès la Libération, le ministre de la Santé du gouvernement provisoire, le communiste François Billoux, en a fait état dans un discours au Vél d'Hiv, le 26 septembre 1945. Evoquant la forte diminution du nombre d'aliénés dans les hôpitaux, il a noté qu'il «*faut tenir compte que beaucoup d'internés dans les asiles d'aliénés sont morts littéralement de faim*». Pour autant comment l'expliquer ? Faisant état de nombreux documents et d'analyses par établissements, Isabelle von Bueltzingsloewen montre que «*ce n'est pas parce qu'ils ont été défavorisés par la politique de rationnement [...] que les aliénés internés dans les hôpitaux psychiatriques sont morts massivement de faim, mais parce qu'ils ont dû se contenter des rations officielles*». Un strict minimum qui fut loin d'être suffisant. Pour survivre, il fallait en effet se débrouiller, s'adapter, trouver des voies détournées. Comment le faire, seul, à moitié nu, la tête perdue dans sa folie, enfermé dans des salles communes, sans famille souvent ? Bon nombre des grands hôpitaux avaient à leur disposition des fermes et cultivaient des champs. Mais bien souvent, ces produits servaient en priorité au personnel ; c'était le fameux «coulage» c'est-à-dire le détournement par le personnel de la nourriture destinée aux malades comme à l'hôpital de Clermont de l'Oise, plus grand hôpital de France, où de nombreux courriers font état de licenciements de membres du personnel pour avoir usé de la nourriture des malades.

Deuxième constat : passée la famine catastrophique de 1940, le milieu des hôpitaux psychiatriques a tenté

de réagir. Il y a eu de nombreuses initiatives. Des réactions certes individuelles, mais nullement négligeables. Chaque hôpital, souvent étendu comme un village, était une citadelle, avec ses silences, ses murs, ses hontes, et le sort des patients dépendait alors du degré de réaction du directeur et des médecins. Dès 1942, le 4 décembre, une circulaire du gouvernement de Vichy, signée par le secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille, a été adoptée pour «*accorder des suppléments en denrées contingentées aux aliénés internés dans les hôpitaux psychiatriques*». «*Surprenant revirement*», tempère l'historienne. Quelque temps auparavant le secrétaire d'Etat au Ravitaillement, le 25 février 1941, n'avait-il pas adressé une fin de non-recevoir au préfet de Savoie sur cette question : «*Le manque de denrées se fait sentir pour tous et il n'y a aucune raison pour que les aliénés bénéficient d'un régime de faveur par rapport aux autres consommateurs.*» Il n'empêche, cette circulaire a bien été adoptée. Ce qui indique clairement, pour l'auteur, que contrairement à l'Allemagne nazie où des mesures précises ont été prises pour exterminer les malades mentaux, en France, ce ne fut pas le cas. «*Ce qui ne signifie pas que le régime de Vichy n'a aucune responsabilité dans le drame : en faisant le choix de la collaboration, il a fait celui de céder aux exigences grandissantes de l'occupant nazi, et donc pris le risque de compromettre la survie d'une partie de la population française.*»

D'autres éléments expliquent le nombre très élevé de morts. A la fin des années 30, les hôpitaux psychiatriques formaient une institution bloquée, avec un problème majeur : l'encombrement (1). Au début de l'année 1940, il y avait plus de 110 000 personnes internées. Les malades étaient enfermés dans un univers sous-médicalisé, la mobilisation d'un grand nombre de psychiatres et du personnel soignant bouleversant ensuite le fonctionnement des services. Enfin, dans ces années-là, nul ne peut nier la présence parfois étouffante d'un discours autour de l'inutilité des malades mentaux. Bref, il y avait tout un contexte qui ne poussait guère à «*une politique attentionnée*». D'où cette «*hécatombe*». Avec, aujourd'hui, ces photos épouvantables qui restent, d'êtres abandonnés, de corps déformés par la faim.

Ces milliers de morts auront une suite. Dès le lendemain de la guerre, un vent de liberté tentera de souffler sur les murs de l'asile. Ce sera, entre autres, le mouvement de la psychothérapie institutionnelle, autour de François Tosquelles ou de Lucien Bonnafé. Des psychiatres militants, souvent communistes, qui, pour le bien de la cause, ont eu parfois tendance à transformer cette «*hécatombe*» en «*extermination*».

(1) Voir le livre de Maurice Dide, «*Idéalistes passionnés*», réédité avec une préface inédite de Caroline Mangin-Lazarus. Editions Frison-Roche (2006).

<http://www.liberation.fr/culture/livre/251388.FR.php>

© Libération